LEGISLATION - WETGEVING
L
09 JUIL 1981
Transmis à M.
Overgemaakt aan de H.

CK.

L. 14.025/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 18 mars 1981, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant l'article 83 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires", a donné le 22 juin 1981 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 18e maart 1981 door de Minister van Openbaar Ambt verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van artikel 83 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen", heeft de 22e juni 1981 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

L'avis du Conseil d'Etat devant être annexé à l'exposé des motifs du projet, il ne doit pas être visé.

+

Bien que la délibération du projet en Conseil des ministres ne soit pas obligatoire, le Gouvernement peut évidemment estimer opportun d'indiquer aux Chambres législatives qu'en l'espèce cette délibération a eu lieu.

Articles ler et 2.

Observation générale.

Par souci de cohérence interne de l'article 83 nouveau de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, tel qu'il résulterait de l'adoption de la loi en projet, ainsi que pour des raisons de forme et de fond que justifieront, dans toute la mesure nécessaire, les observations particulières ci-après, le Conseil d'Etat a estimé devoir proposer un texte complet pour ledit article 83, à la suite des informations qu'il a obtenues sur les intentions du Gouvernement, informations qui ont complété utilement un exposé des motifs sommaire, voire inexact, sur plus d'un point.

.../...

Observations particulières.

Article 1er.

Paragraphe 1er.

I. Le texte actuellement en vigueur vise "Tout membre du personnel d'un service public ou subventionné par lui". Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 5 août 1978, que cette dernière expression désigne exclusivement les membres du personnel d'un service subventionné par l'Etat. C'est par inadvertance, selon les informations fournies au Conseil d'Etat, que le projet a omis de mentionner ceux-ci. Il convient de réparer cette omission et, en outre, de rendre, à cette occasion, le texte plus précis.

II. L'assimilation à laquelle procède l'alinéa 2 pour étendre le champ d'application des paragraphes 2 et 3, constitue un détour inutile. Mieux vaut énumérer les catégories de personnels auxquelles les paragraphes 2 et 3 seront applicables.

III. L'article 83 actuellement en vigueur n'attache la mise "à la pension" d'office qu'à un certain nombre (365) de jours de "congés de maladie". Il n'est donc pas applicable aux magistrats, car le régime de ceux-ci ne prévoit pas de tels "congés". Mais dès lors que le paragraphe 3 en projet attache la mise "à la retraite d'office" à un certain nombre de jours (365 ou 548, selon le cas) "d'absence pour cause de maladie", il importe, pour maintenir la situation actuelle, conformément à l'intention du Gouvernement, d'exclure expressément du champ d'application de la loi les magistrats de l'Ordre judiciaire et du Conseil d'Etat, ainsi que le greffier en chef et le gref-

fier de section du Conseil d'Etat, dont le régime de pension est le même que celui des magistrats.

L'intention du Gouvernement étant d'exclure aussi du champ d'application des dispositions nouvelles les Gouverneurs de province, en raison de la tardiveté et de la brièveté relatives de leur carrière, il importe que cette exclusion soit également formulée en termes exprès.

IV. Le projet, suivant l'alinéa 2, a), du paragraphe ler, s'applique non seulement aux membres du personnel des provinces, des communes, des agglomérations de communes, des associations de communes et des commissions de la culture, mais aussi aux membres du personnel "des organismes qui sont subordonnés à ces pouvoirs". Il serait plus exact d'écrire "à ces personnes de droit public". Cette expression comprendra les C.P.A.S., les monts-de-piété, théoriquement les fabriques d'église (1), mais non les polders et wateringues, ni les A.S.B.L. dont les communes font partie et qui ne constituent pas des organismes juridiquement subordonnés aux communes.

Paragraphe 2.

Suivant l'alinéa ler de ce paragraphe :

"Le membre du personnel qui atteint l'âge de 60 ans est mis à la retraite conformément à l'article 117, § 3, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier s'il est reconnu défini-

.../...

---

(1) Il n'existe, à la connaissance du Conseil d'Etat, aucune disposition statutaire relative aux employés des fabriques d'église, hormis l'article 33 du décret impérial du 30 décembre 1809, qui dispose qu'ils sont "nommés et révoqués" par les marguilliers sur proposition du curé ou desservant.

tivement inapte par le service médical compétent, à cet âge ou postérieurement".

La référence à l'article 117, § 3, de la loi dite "unique" n'a, semble-t-il, pour but que de fixer le moment précis où la mise à la retraite prend effet. Introduite par l'adverbe "conformément", elle a l'inconvénient de créer une équivoque quant au champ d'application de la loi en projet car, à la différence de celle-ci, l'article 117, § 3, n'est pas applicable "aux membres de l'armée et de la gendarmerie". Mieux vaudrait écrire : "Sans préjudice de l'article 117, § 3, ...".

Paragraphe 3.

Au contraire du paragraphe 2 qui s'applique au cas où le membre du personnel a été reconnu définitivement inapte, le paragraphe 3 vise l'hypothèse dans laquelle une telle reconnaissance n'a pas eu lieu.

I. Ainsi qu'on l'a déjà relevé, le critère d'application de la disposition nouvelle va être le nombre de jours "d'absence pour cause de maladie" et, non plus, comme dans le texte actuellement en vigueur, le nombre de jours de "congés de maladie" (1).

.../...

---

(1) Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 5 août 1978 que celle-ci- contrairement à ce qu'énonce l'exposé des motifs du présent projet au chapitre "Mise à la retraite d'office", 3° - n'a entendu limiter que la durée globale des congés de maladie, au sens statutaire de ces termes, lorsqu'ils étaient pris après l'âge de 60 ans. La légalité de l'assimilation auxdits congés de toutes les absences pour maladie, opérée par l'arrêté royal d'exécution du 3 août 1979, et par conséquent, la légalité des mesures d'application de cet arrêté, sont donc discutables. Mieux vaudrait que le projet confirme ces mesures.

Cette "absence" n'est pas une notion juridique. En réalité, le projet entend couvrir à la fois les congés statutaires de maladie et les périodes de disponibilité que certains statuts prévoient. En outre, le paragraphe 4 y assimile la période de la "pension temporaire" prévue à l'article 117 de la loi unique.

On ne saurait aller jusqu'à y comprendre les journées d'absence de fait pour maladie, absences qui ne seraient pas couvertes par des congés de maladie.

En conséquence, la notion d'absence doit être définie, ce qui sera fait dans le texte proposé.

II. Le a) de l'alinéa 1er est rédigé en des termes si généraux que son application ne paraît pas se limiter, comme l'ensemble du paragraphe, à l'hypothèse dans laquelle l'agent n'a pas été reconnu définitivement inapte. Cette équivoque doit être éliminée.

III. Le c) vise l'hypothèse où l'agent âgé de 60 ans n'a plus droit à des congés de maladie et n'a pas non plus été reconnu inapte. En ce cas, après 365 jours d'absence pour maladie, il est mis d'office à la retraite.

Le b) est l'hypothèse intermédiaire entre le a) et le c). L'agent a encore des jours de congé de maladie. Il les utilise et, à l'expiration, il n'a pas été reconnu inapte. En ce cas, après 365 jours d'absence pour maladie, congés compris, il est mis à la retraite d'office.

.../...

Ces distinctions sont inutiles. Il suffit d'écrire que si, entre son 60e anniversaire et le 365e jour d'absence pour maladie, l'agent n'a pas été reconnu inapte, il est néanmoins mis à la retraite d'office, qu'il lui reste ou non des jours de congé de maladie disponibles.

Paragraphe 6.

Selon l'exposé des motifs, la

> "nouvelle disposition pourra s'appliquer aux agents bénéficiaires d'une pension coloniale d'invalidité dans la mesure où leurs absences sont la suite d'invalidités contractées durant la carrière coloniale et doivent être assimilées aux absences visées ci-avant (c'est-à-dire aux absences provoquées par un accident du travail, par un accident survenu sur le chemin du travail ou par une maladie professionnelle) en application de la loi du 2 août 1955 portant péréquation des pensions de retraite et de survie".

Cette intention devrait se traduire dans le texte même du projet.

Article 3.

En raison des doutes que peut susciter la légalité de l'arrêté royal précité du 3 août 1979 et des mesures d'application de celui-ci, mieux vaudrait rédiger la disposition confirmative avec plus de précision, ainsi qu'il est proposé dans l'article 2 ci-après.

.../...

TEXTE PROPOSE.

Projet de loi modifiant l'article 83 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires.

BAUDOUIN, ...

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de Notre Ministre des Pensions (et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil),

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre ... (la suite comme au projet) :

"Article ler.-

L'article 83 de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires est remplacé par la disposition suivante :

"Article 83. § ler. Les paragraphes 2 et 3 sont applicables :

1° aux membres du personnel d'un service public ou d'un service subventionné par l'Etat, qui bénéficient d'un régime de pension à charge du Trésor public, à l'exception des gouverneurs de province, des magistrats de l'Ordre judiciaire et du Conseil d'Etat, ainsi que des personnes qui ont le même régime de pension que les magistrats;

.../...

2° aux membres du personnel :

a) des provinces, des communes, des agglomérations de communes, des fédérations de communes, des associations de communes, des commissions de la culture, ainsi que des organismes qui sont subordonnés à ces personnes de droit public;

b) des organismes auxquels s'applique l'arrêté royal n° 117 du 27 février 1935 établissant le statut des pensions du personnel des établissements publics autonomes et des régies instituées par l'Etat;

c) de la Régie des Postes;

d) de la Régie des transports maritimes;

e) des organismes auxquels a été rendue applicable la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit;

3° aux receveurs régionaux et aux chefs de brigade, nommés respectivement par application de l'article 114 de la loi communale et de l'article 55bis du Code rural.

Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, rendre le présent article applicable à des personnes soumises à d'autres régimes de pension, à l'exclusion de celles qui sont soumises au régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

.../...

§ 2. Sans préjudice de l'article 117, § 3, de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, le membre du personnel qui a atteint l'âge de 60 ans est mis à la retraite d'office dès qu'il est reconnu définitivement inapte par le service médical compétent.

Toutefois, si l'intéressé n'a pas épuisé les congés pour cause de maladie auxquels il peut prétendre en vertu du statut qui lui est applicable, sa mise à la retraite d'office est retardée jusqu'au premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il les aura épuisés et, au plus tard, jusqu'au premier jour du mois qui suit celui au cours duquel ces congés auront atteint 365 jours postérieurs à son soixantième anniversaire ou 548 jours s'il s'agit d'un invalide de guerre.

§ 3. Le membre du personnel qui a atteint l'âge de 60 ans est mis d'office à la retraite le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel, sans avoir été reconnu définitivement inapte, il compte, depuis son soixantième anniversaire, soit par congé, soit par disponibilité, soit par l'un et par l'autre, 365 jours d'absence pour cause de maladie ou 548 jours, s'il s'agit d'un invalide de guerre.

Pour le calcul des délais de 365 et 548 jours visés à l'alinéa 1er, il n'y a pas lieu de tenir compte :

a) des absences provoquées par un accident du travail, par un accident survenu sur le chemin du travail ou par une maladie professionnelle;

.../...

b) des absences provoquées par des invalidités contractées au cours d'une carrière coloniale et qui doivent être assimilées aux absences visées au a), par application de l'article 25 de la loi du 2 août 1955 portant péréquation des pensions de retraite et de survie;

c) des demi-jours d'absence pendant lesquels l'agent est autorisé à s'absenter en exécution d'un régime réglementaire de prestations réduites en cas de maladie ou d'infirmité.

§ 4. La mesure visée au paragraphe 3 est également applicable aux personnes qui ont été admises à la pension temporaire prévue par l'article 117 de la loi du 14 février 1961. A cet effet, la pension temporaire est, pour le calcul des délais de 365 et de 548 jours, assimilée à une absence pour cause de maladie.

§ 5. Les mises à la retraite d'office visées aux paragraphes 3 et 4 sont assimilées à une mise à la retraite pour inaptitude physique.

§ 6. Par mesure transitoire, pour le calcul des délais de 365 et de 548 jours visés aux paragraphes 2 et 3, il n'y a pas lieu de tenir compte des jours d'absence pour cause de maladie antérieure au 6 août 1978.

§ 7. Lorsqu'un membre du personnel de l'enseignement non universitaire de l'Etat ou subventionné qui a été absent pour cause de maladie depuis plus de 15 jours, reprend son service moins de 10 jours avant les vacances scolaires et cesse à nouveau, moins de 15 jours après ces vacances, d'exercer ses fonctions pour cause de maladie pendant 10 jours au moins, les

jours de vacances lui sont comptés comme congé de maladie.

Pour l'application de l'alinéa ler, il n'est pas tenu compte de l'absence postérieure aux vacances, dans la mesure où elle est provoquée par un accident du travail, par un accident sur le chemin du travail ou par une maladie professionnelle.

Par dérogation à l'alinéa ler, tout membre du personnel précité a droit, pour les trois périodes de vacances scolaires réunies, à un nombre de jours de vacances garanti, équivalent au nombre des jours de congé prévu au statut des agents de l'Etat.

Pour l'application de l'alinéa 3, les jours garantis sont accordés, après déduction éventuelle des vacances de Noël et de Pâques, pendant les vacances d'été à partir du 15 juillet.

Article 2.-

Produisent leur plein et entier effet à partir de leur entrée en vigueur les décisions de mise à la retraite prises en application de l'arrêté royal du 3 août 1979 et de la circulaire ministérielle du 25 octobre 1979".

AANHEF.

Daar het advies van de Raad van State bij de memorie van toelichting van het ontwerp moet worden gevoegd, hoeft het in de aanhef niet te worden vermeld.

+

Ofschoon de beraadslaging over het ontwerp in Ministerraad niet verplicht is, kan de Regering het toch dienstig achten aan de Wetgevende Kamers mede te delen dat er in het onderhavige geval zo'n beraad is geweest.

Artikelen 1 en 2.

Algemene opmerking.

Ter wille van de interne samenhang van het nieuwe artikel 83 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, zoals het er na de aanneming van de ontworpen wet zou uitzien, alsook om redenen die de vorm en de grond betreffen en die zoveel mogelijk een verklaring zullen vinden in de hierna gemaakte bijzondere opmerkingen, heeft de Raad van State gemeend voor dat artikel 83 een volledige tekst te moeten voorstellen aan de hand van de inlichtingen die hij omtrent de bedoeling van de Regering heeft verkregen en die een dienstige aanvulling waren van een summiere en zelfs in menig opzicht onjuiste memorie van toelichting.

.../...

Bijzondere opmerkingen.

Artikel 1.

Paragraaf 1.

I. De thans geldende tekst slaat op "Elk personeelslid van een openbare of door de Staat gesubsidieerde dienst". Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 5 augustus 1978 blijkt dat met die laatste term uitsluitend worden bedoeld de personeelsleden van een door de Staat gesubsidieerde dienst. Naar aan de Raad van State is verklaard, is een onoplettendheid de oorzaak ervan dat die personeelsleden niet in het ontwerp zijn vermeld. Dat verzuim dient te worden hersteld en bij die gelegenheid dient de tekst nauwkeuriger te worden geredigeerd.

II. De gelijkstelling waarmede het tweede lid werkt om de werkingssfeer van de paragrafen 2 en 3 te verruimen, is een nodeloze omweg. Er kan beter een opsomming worden gegeven van de personeelscategorieën waarop de paragrafen 2 en 3 toepassing zullen vinden.

III. Het thans geldende artikel 83 koppelt het "ambtshalve op pensioen stellen" slechts aan een bepaald aantal (365) dagen "ziekteverlof". Dat artikel vindt dus geen toepassing op magistraten, want de voor hen geldende regeling kent geen zodanig "verlof". Maar nu de ontworpen paragraaf 3 het "ambtshalve op rust stellen" afhankelijk maakt van een aantal dagen (365 of 548 al naar het geval) "afwezigheid wegens ziekte", is het nodig, wil men de huidige toestand handhaven - hetgeen de Regering bedoelt - buiten de werkingssfeer van de wet te houden de magistraten van de rechterlijke orde en van de Raad van State, alsook de hoofdgriffier en de afdelingsgriffier van de Raad van State, die dezelfde pensioenregeling hebben als de magistraten.

.../...

Daar de Regering ook de Provinciegouverneurs buiten de toepassing van de nieuwe bepalingen wil houden - omdat hun loopbaan vrij laat begint en betrekkelijk korte tijd duurt - moet ook die uitsluiting uitdrukkelijk in de tekst worden verwoord.

IV. Volgens het tweede lid, a), van paragraaf 1 is het ontwerp niet alleen van toepassing op de personeelsleden van de provincies, de gemeenten, de agglomeraties van gemeenten, de verenigingen van gemeenten en de commissies voor de cultuur, maar ook op de personeelsleden van "de aan die machten ondergeschikte instellingen". Een juistere lezing ware : "de aan die publiekrechtelijke personen ondergeschikte instellingen". Zo dekt die uitdrukking ook de O.C.M.W.'s, de bergen van barmhartigheid en in theorie de kerkfabrieken (1), maar niet de polders en de wateringen, noch de verenigingen zonder winstoogmerk waarvan de gemeenten deel uitmaken en die geen juridisch aan de gemeenten ondergeschikte instellingen zijn.

Paragraaf 2.

Het eerste lid van deze paragraaf luidt :

"Het personeelslid dat de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt wordt, overeenkomstig artikel 117, § 3, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, op rust gesteld wanneer het, op deze leeftijd of later, door de bevoegde medische dienst definitief ongeschikt wordt verklaard".

.../...

---

(1) Voor zover de Raad van State bekend is, bestaat er geen enkele statuutbepaling voor de bedienden van de kerkfabrieken, buiten artikel 33 van het keizerlijk decreet van 30 december 1809, hetwelk bepaalt dat zij worden benoemd en afgezet door de kerkmeesters, op voorstel van de pastoor of bedienaar.

Met de verwijzing naar artikel 117, § 3, van de zogeheten "eenheidswet" lijkt alleen bedoeld te zijn, nauwkeurig het tijdstip te bepalen waarop de pensionering ingaat. Doordat deze verwijzing wordt ingeleid met het woord "overeenkomstig", sticht zij verwarring wat betreft de werkingssfeer van de ontwerp-wet, want, in tegenstelling met deze laatste, is artikel 117, § 3, niet van toepassing "op de leden van het leger en de rijkswacht". Beter zou kunnen worden gelezen : "onverminderd artikel 117, § 3, ...".

Paragraaf 3.

In tegenstelling met paragraaf 2, die toepassing vindt ingeval het personeelslid definitief ongeschikt is bevonden, doelt paragraaf 3 op het geval waarin geen dergelijke bevinding heeft plaatsgehad.

I. Zoals er reeds op gewezen is, zal voor de toepassing van de nieuwe bepaling het aantal dagen "afwezigheid wegens ziekte" en niet meer, zoals in de thans geldende tekst, het aantal dagen "ziekteverlof" als maatstaf gelden (1).

Deze "afwezigheid" is geen rechtsbegrip. In feite bedoeld het ontwerp zowel het statutaire ziekteverlof als de

.../...

---

(1) Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 5 augustus 1978 blijkt dat deze - anders dan gezegd wordt in de memorie van toelichting bij het onderhavige ontwerp "Ambtshalve oprust-stelling", 3° - alleen de totale duur van het ziekteverlof, in de statutaire betekenis van het woord, wanneer het werd genomen na de leeftijd van zestig jaar. De wettigheid van de gelijkstelling met dat verlof, van alle afwezigheid wegens ziekte, waarin is voorzien door het koninklijk uitvoeringsbesluit van 3 augustus 1979 en bijgevolg ook de wettigheid van de maatregelen tot toepassing van dat besluit, kan dus worden betwist. Het ontwerp zou er goed aan doen die maatregelen te bekrachtigen.

periodes van disponibiliteit waarin sommige statuten voorzien. Bovendien wordt in paragraaf 4 daarmede gelijkgesteld de periode van "tijdelijk pensioen", bedoeld in artikel 117 van de eenheidswet.

Men mag het niet zover drijven, er ook de dagen feitelijke afwezigheid wegens ziekte bij te nemen, afwezigheden die niet door ziekteverlof gedekt zouden zijn.

Het begrip afwezigheid moet derhalve worden omschreven; in de voorgestelde tekst is dat gedaan.

II. De tekst onder a) van het eerste lid is in zo algemene bewoordingen geredigeerd dat de toepassing ervan niet beperkt lijkt - zoals de paragraaf in zijn geheel - tot het geval dat het personeelslid niet definitief ongeschikt bevonden is. Deze onzekerheid dient te worden weggewerkt.

III. De tekst onder c) heeft betrekking op het geval dat het personeelslid dat de leeftijd van zestig jaar heeft bereikt geen recht op ziekteverlof meer heeft en evenmin definitief ongeschikt bevonden is. In dat geval wordt de betrokkene na 365 dagen afwezigheid wegens ziekte "ambtshalve op rust gesteld".

Onder b) ligt de hypothese tussen a) en c). Het personeelslid heeft nog dagen ziekteverlof. Hij gebruikt ze op en wordt daarna niet ongeschikt bevonden. In dat geval wordt hij, na 365 dagen afwezigheid wegens ziekte (ziekteverlof in begrepen), "ambtshalve op rust gesteld".

.../...

Al dat onderscheid is overbodig. Het is voldoende te stellen dat het personeelslid, indien het tussen zijn zestigste verjaardag en de 365e dag afwezigheid wegens ziekte niet ongeschikt bevonden is, niettemin ambtshalve in ruste wordt gesteld, ongeacht of hem al dan niet nog dagen ziekteverlof overblijven.

Paragraaf 6.

Volgens de memorie van toelichting zal de nieuwe bepaling

> "mogen toegepast worden op de personeelsleden die het genot hebben van een koloniaal invaliditeitspensioen, voor zover hun afwezigheden het gevolg zijn van gebrekkigheden opgelopen tijdens hun koloniale loopbaan en gelijkgesteld moeten worden met de hiervoor bedoelde afwezigheden (dat zijn afwezigheden ten gevolge van een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar en van het werk, een beroepsziekte) in toepassing van artikel 25 van de wet van 2 augustus 1955 houdende perekwatie der rust- en overlevingspensioenen".

Die bedoeling zou in de tekst zelf van het ontwerp tot uiting moeten komen.

Artikel 3.

Wegens de twijfels die kunnen rijzen in verband met de wettigheid van het eerdervermelde koninklijk besluit van 3 augustus 1979 en van de maatregelen tot toepassing ervan, zou de bekrachtigingsbepaling nauwkeuriger moeten worden geredigeerd, zoals voorgesteld wordt in artikel 2 hieronder.

.../...

Voorgestelde tekst.

Ontwerp van wet tot wijziging van artikel 83 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen.

BOUDEWIJN, ...

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en van Onze Minister van Pensioenen (en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers),

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Openbaar Ambt en Onze Minister van Pensioenen zijn gelast in Onze ... (voorts zoals in het ontwerp) :

"Artikel 1.-

Artikel 83 van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 83. § 1. De paragrafen 2 en 3 zijn van toepassing :

1° op de personeelsleden van een openbare of door de Staat gesubsidieerde dienst, die een pensioenregeling ten laste van de Staatskas genieten, met uitzondering van de provinciegouverneurs, de magistraten van de rechterlijke orde en van de Raad van State en de personen die dezelfde pensioenregeling als de magistraten genieten;

.../...

2° op de personeelsleden van :

a) de provincies, gemeenten, agglomeraties van gemeenten, federaties van gemeenten, verenigingen van gemeenten, commissies voor de cultuur en de aan die publiekrechtelijke personen ondergeschikte instellingen;

b) de instellingen waarop het koninklijk besluit nr 117 van 27 februari 1935 tot vaststelling van het statuut der pensioenen van het personeel der zelfstandige openbare inrichtingen en der regieën ingesteld door de Staat, toepasselijk is;

c) de Regie der Posterijen;

d) de Regie voor Maritiem Transport;

e) de instellingen waarop de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van zekere organismen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, toepasselijk is verklaard;

3° op de gewestelijke ontvangers en op de brigadechefs die onderscheidenlijk op grond van artikel 114 van de gemeentewet en van artikel 55bis van het Veldwetboek benoemd zijn.

De Koning kan, bij in Ministerraad overlegd besluit, dit artikel toepasselijk verklaren op personen die aan andere pensioenregelingen onderworpen zijn, met uitsluiting van die welke onderworpen zijn aan de regeling inzake rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

.../...

§ 2. Onverminderd artikel 117, § 3, van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, wordt het personeelslid dat de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt ambtshalve in ruste gesteld zodra hij door de bevoegde geneeskundige dienst definitief ongeschikt bevonden is.

Wanneer de betrokkene echter het ziekteverlof, waarop hij krachtens het op hem toepasselijk statuut aanspraak kan maken, niet opgebruikt heeft, wordt zijn inrustestelling van ambtswege uitgesteld tot de eerste dag van de maand volgend op die waarin hij het zal hebben opgebruikt en, uiterlijk, tot de eerste dag van de maand volgend op die waarin dat verlof in totaal 365 dagen na zijn zestigste verjaardag bereikt, of 548 dagen wanneer het een oorlogsinvalide betreft.

§ 3. Het personeel dat de leeftijd van 60 jaar heeft bereikt, wordt ambtshalve in ruste gesteld de eerste dag van de maand volgend op die waarin hij, zonder dat hij definitief ongeschikt is bevonden, sedert zijn zestigste verjaardag, hetzij door verlof, hetzij door disponibiliteit, hetzij door beide, 365 dagen afwezigheid wegens ziekte telt, of 548 dagen wanneer het een oorlogsinvalide betreft.

Voor het berekenen van de in het eerste lid bedoelde termijnen van 365 en 548 dagen komen niet in aanmerking :

a) afwezigheden te wijten aan een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar en van het werk of een beroepsziekte;

.../...

b) afwezigheden die te wijten zijn aan invaliditeiten opgelopen tijdens een koloniale loopbaan en die met de onder a) bedoelde afwezigheden gelijk moeten worden gesteld op grond van artikel 25 van de wet van 2 augustus 1955 houdende perekwatie der rust- en overlevingspensioenen;

c) de halve dagen afwezigheid tijdens welke het personeelslid gemachtigd afwezig mag zijn met toepassing van een verordeningsregeling inzake verminderde prestaties in geval van ziekte of gebrekkigheid.

§ 4. De in paragraaf 3 bedoelde maatregel is eveneens toepasselijk op de personen die bij artikel 117 van de wet van 14 februari 1961 tot het tijdelijk pensioen zijn toegelaten. Daartoe wordt het tijdelijk pensioen, met het oog op de berekening van de termijnen van 365 en 548 dagen, gelijkgesteld met een afwezigheid wegens ziekte.

§ 5. De inrustestelling van ambtswege, bedoeld in de paragrafen 3 en 4, worden gelijkgesteld met inrustestelling wegens lichamelijke ongeschiktheid.

§ 6. Bij overgangsmaatregel komen voor het berekenen van de termijnen van 365 en 548 dagen bedoeld in de paragrafen 2 en 3, niet in aanmerking de dagen afwezigheid wegens ziekte vóór 6 augustus 1978.

§ 7. Wanneer een personeelslid van het niet-universitair Rijks- of gesubsidieerd onderwijs, die om reden van ziekte sedert meer dan 15 dagen afwezig is geweest, zijn dienst hervat minder dan 10 dagen vóór de schoolvakantie en, minder dan 15 dagen na deze vakantie opnieuw ophoudt zijn functies uit te oefenen gedurende ten minste 10 dagen om reden van ziekte, worden de vakantiedagen hem als ziekteverlof aangerekend.

.../...

Voor de toepassing van het eerste lid wordt met de afwezigheid na de vakantie geen rekening gehouden voor zover zij te wijten is aan een arbeidsongeval, een ongeval op de weg naar en van het werk of een beroepsziekte.

In afwijking van het eerste lid heeft elk hierboven bedoeld personeelslid, voor de drie schoolvakantieperioden samen, recht op een gewaarborgd aantal vakantiedagen, gelijk aan het aantal verlofdagen bepaald in het statuut van het rijkspersoneel.

Voor de toepassing van het derde lid worden de gewaarborgde dagen, na eventuele aftrek van de Kerst- en Paasvakantie, toegekend tijdens de zomervakantie vanaf 15 juli.

Artikel 2.-

Met ingang van de datum van hun inwerkingtreding hebben volle uitwerking de beslissingen tot inrustestelling genomen overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 augustus 1979 en de ministeriële omzendbrief van 25 oktober 1979".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.